

49888

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distribution
GÉNÉRALE

E/CN.14/303
10 novembre 1964

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Septième session
Nairobi, 9 - 23 février 1965
Point 5(f) de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT SUR L'ACTIVITE DANS LE DOMAINE
DU COMMERCE EXTERIEUR ET DES PAIEMENTS

I. COMMERCE EXTERIEUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

a) Travaux préparatoires

1. Le Secrétariat a préparé les documents suivants pour la Conférence sur le commerce et le développement :

i) Commerce intra-africain (E/CONF.46/83)

ii) Plans relatifs au commerce extérieur dans certains pays africains (E/CONF.46/85)

iii) Les activités de la Commission économique pour l'Afrique qui intéressent la Conférence des Nations Unies sur le développement et le commerce (E/CONF.46/82) (y compris un bref exposé des principaux points sur lesquels les gouvernements africains devraient insister)

b) Contribution apportée

2. En application de la résolution 97(VI), une délégation du Secrétariat, conduite par le Secrétaire exécutif adjoint, a été détachée auprès de la Conférence pendant toute sa durée. Cette délégation a servi de secrétariat au comité de coordination des pays africains et au comité de coordination des 75 pays en voie de développement participant à la Conférence. Elle a aidé les délégations des

divers pays africains et a travaillé en étroite collaboration avec le secrétariat de la Conférence. Le Secrétaire exécutif a assisté aux premières séances de la Conférence et, à une réunion des délégations africaines, il a parlé des objectifs de la Conférence eu égard aux besoins de l'Afrique sur le plan du commerce extérieur et du développement.

c) Travaux ultérieurs

3. Le secrétariat a préparé un document (E/CN.14/316) dans lequel il dresse le bilan des travaux de la Conférence.

Bulletin économique pour l'Afrique

4. La Partie A du Volume V du Bulletin économique pour l'Afrique traite de l'évolution de la conjoncture économique et du commerce dans le monde et des tendances récentes des échanges africains. On y trouve aussi des notes sur l'évolution du commerce extérieur de certains pays et sur les principaux produits africains d'exportation.

Commerce invisible

5. En application de la recommandation IX adoptée par le Comité permanent du commerce à sa deuxième session, une première étude a été entreprise qui traite des postes invisibles de la balance des paiements des pays africains, spécialement des transports maritimes, des assurances, des transferts de revenus. On envisage de poursuivre les travaux sur ce sujet en s'attachant à améliorer les données statistiques ainsi que les renseignements dont on dispose dans ce domaine sur les institutions africaines et à en étendre le champ.

Echanges sous-régionaux

6. Un document a été préparé sur les échanges de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie avec certains groupements économiques régionaux. Ce document traite des échanges au sein de la sous-région, des échanges intra-africains et du commerce extérieur et a été établi à l'intention de la réunion de ministres des pays du Maghreb.

Développement des échanges

7. Le secrétariat a préparé un rapport sur les conditions et les pratiques du commerce extérieur en Afrique et sur les lacunes et les obstacles qui l'entravent. Des mesures y sont suggérées en vue d'une amélioration des techniques d'animation des échanges.

Aperçu du commerce extérieur

8. L'Aperçu du commerce extérieur informe des faits nouveaux intéressant les pays africains et se rapportant aux accords commerciaux et aux accords de paiements; à l'assistance extérieure, aux crédits et aux investissements, aux restrictions à l'importation, aux tarifs douaniers et aux droits à l'exportation, aux questions bancaires et monétaires, au commerce d'Etat, à l'animation des échanges, et à certains produits de base. Les numéros 7 et 8, et 9 et 10 de l'Aperçu du commerce extérieur ont paru postérieurement à la sixième session de la Commission. Les numéros 9 et 10 contiennent un article de fonds sur la zone de libre échange que la Guinée, la Côte-d'Ivoire, le Libéria et le Sierra Leone projettent d'établir.

Formation dans les domaines du commerce extérieur et de la politique commerciale

9. Deux cours de formation dans les domaines du commerce extérieur et de la politique commerciale ont été organisés en 1964, en liaison avec le secrétariat du GATT, l'un pour les fonctionnaires des pays d'expression anglaise, l'autre pour ceux des pays d'expression française (voir document E/CN.14/307).

II. DOUANES

Enquête sur les douanes en Afrique

10. L'enquête sur les douanes a pour objet de déterminer les domaines sur lesquels le secrétariat devrait faire porter son effort en matière de douanes. Le secrétariat examine si les tarifs douaniers sont bien adaptés aux conditions économiques actuelles, quelle est l'utilité d'incitants douaniers pour le développement industriel (par exemple, en

faveur des industries naissantes), et il a étudié les problèmes douaniers que pose l'intégration économique et la mesure dans laquelle les administrations douanières peuvent répondre aux divers besoins. L'enquête a récemment été étendue aux pays de l'Afrique du nord et à Madagascar.

Adaptation de la tarification douanière à la Nomenclature douanière de Bruxelles

11. Le Ghana, le Sierra Leone et la Gambie ont été invités à envoyer des participants à un Groupe d'études convoqué par le secrétariat à titre de première mesure d'application de la résolution 107(VI) dans laquelle la Commission recommande l'adoption de la Nomenclature de Bruxelles par tous les Etats membres de la Commission. Ce Groupe d'études s'est réuni à Accra de juin à août, sous la direction d'un membre du secrétariat. De grands progrès ont été réalisés dans l'adaptation de la tarification douanière de ces trois pays. Les travaux commencés sont maintenant poursuivis par chaque pays séparément, sous le contrôle d'un expert en administration des douanes fourni par le secrétariat. Dans cette entreprise, le Conseil de coopération douanière de Bruxelles a fourni une assistance très importante. Les services d'un autre expert en administration des douanes ont pu être retenus, grâce au CCD, en vue d'une aide au Libéria dans l'adaptation de sa tarification douanière. Ici aussi, les travaux avancent d'une manière satisfaisante. L'uniformisation des nomenclatures douanières est donc en bonne voie de réalisation dans l'ensemble de la sous-région de l'Afrique de l'ouest. Cependant, bien que l'adaptation doive se terminer dans le proche avenir, les nouveaux tarifs douaniers ne pourront être appliqués qu'après un certain délai pour donner le temps aux importateurs, exportateurs et fonctionnaires de se familiariser avec les dispositions nouvelles.

12. Des progrès dans l'uniformisation sont également réalisés dans d'autres parties de l'Afrique. Ainsi, l'Ethiopie a, elle aussi, entrepris l'adaptation de sa tarification douanière, avec l'assistance du secrétariat de la CEA et du CCD, et peut déjà faire état de progrès considérables.

13. Tout comme la Nomenclature douanière de l'Union douanière équatoriale est prise pour point de départ pour l'uniformisation de la tarification douanière dans les pays d'expression française, dans les pays d'expression anglaise, on se sert de plus en plus du nouveau tarif de la Nigéria pour obtenir la plus grande uniformité possible des tarifs douaniers. Si, comme il est souhaitable, ces deux tendances se poursuivaient, l'établissement d'une concordance et l'élaboration d'un instrument bilingue commun s'en trouveraient facilités.

14. Reconnaissant qu'il y a intérêt que les fonctionnaires des douanes connaissent parfaitement les nouveaux tarifs calqués sur la Nomenclature de Bruxelles, le secrétariat a consacré à l'étude de la Nomenclature de Bruxelles la plus grande partie de son cours de formation à l'administration des douanes de cette année.

15. A aucun moment, dans le travail d'adaptation des tarifs douaniers, on ne perd de vue que les statistiques établies dans chaque pays doivent être conformes à la classification type pour le commerce international. Le but n'est pas de diminuer la qualité des nouveaux tarifs, par une réduction du nombre requis des rubriques statistiques.

Etude des problèmes de transit

16. Un expert en douanes spécialisé dans les systèmes de transit a été engagé pour étudier les possibilités d'adopter, en Afrique de l'ouest, la Convention TIR. Après avoir examiné d'une manière approfondie quelle était la situation dans 10 pays, cet expert est arrivé à la conclusion qu'il serait prématuré pour ces pays d'adopter la Convention; il leur recommande donc de choisir une solution plus aisée à réaliser. Etant donné la diversité des systèmes de transit, il conviendrait, semble-t-il, de proposer l'adoption d'un instrument multilatéral très souple, aux termes duquel les pays signataires pourraient conclure, pour répondre à leurs besoins, des accords bilatéraux qui s'inscriraient dans le cadre d'une convention générale type.

Harmonisation des systèmes douaniers

17. Les travaux en vue de cette harmonisation sont étroitement liés à l'adaptation des tarifs douaniers à la Nomenclature de Bruxelles, une des premières mesures essentielles à prendre étant une description unique des produits. Il importe aussi que les statistiques du commerce extérieur et des recettes douanières de tous les pays intéressés soient comparables. A cette fin, on doit, dans un certain nombre de cas, recueillir des renseignements statistiques supplémentaires.

18. Un expert a rassemblé les matériaux en vue d'une étude destinée à déterminer la mesure dans laquelle l'harmonisation des tarifs douaniers de l'Afrique de l'ouest est actuellement réalisable et à permettre, en outre, un examen des répercussions fiscales de cette harmonisation, compte tenu à la fois de l'aspect fiscal et de l'aspect de protection des tarifs douaniers.

19. Le secrétariat prépare également une étude plus vaste des problèmes et des perspectives de l'intégration économique en Afrique, étude qui porte notamment sur les diverses possibilités d'harmonisation des systèmes douaniers, pour la création d'une zone d'échanges commerciaux et d'une union douanière, y compris la création des institutions nécessaires.

Procédures douanières communes et assistance mutuelle

20. Un certain nombre d'accords ont été signés ou sont actuellement négociés entre pays voisins (par exemple entre le Niger et la Nigéria). Le secrétariat a étudié ces accords en vue de leur extension éventuelle d'une manière semblable à celle qui est proposée pour les accords de transit.

Assistance technique

21. Le secrétariat fournit directement une assistance technique à tous les pays qui procèdent actuellement à une adaptation de leur tarification douanière, ou aide ces pays à obtenir une assistance technique. Cette forme d'assistance est appelée à prendre plus d'importance dans les années qui viennent, chaque pays ayant des problèmes techniques et administratifs à résoudre (voir paragraphe 11).

Relations avec des organisations d'autres régions

22. La CEA a maintenu des relations très étroites avec le CCD et le GATT. Dans certains cas, elle a participé, avec le CCD, à des travaux d'adaptation de la tarification douanière. D'une manière générale, toutes les informations utiles ont été échangées entre la CEA et ces deux organisations en vue d'une coordination des activités en ce domaine.

Formation à l'administration des douanes

23. Le secrétariat a poursuivi sa tâche de formation en organisant, en novembre, un nouveau cours supérieur d'administration des douanes auquel ont participé la plupart des pays d'expression anglaise (voir document E/CN.14/307).

III. PAIEMENTS

24. En application des résolutions 87(V) et 95(VI) de la Commission et des recommandations de la Réunion d'experts qui s'est tenue à Tanger en 1964, le secrétariat a poursuivi ses études sur les possibilités d'instaurer une coopération monétaire et financière en Afrique et d'élaborer les instruments que cette coopération appelle. Un document de travail très détaillé sur l'union de paiements envisagée a servi de base à un deuxième document du secrétariat (E/CN.14/AMA2), qui contient une étude des institutions monétaires des Etats membres de la Commission. Un autre document (E/CN.14/STC/APU/7) traite des possibilités de création d'une union africaine de paiements et des problèmes que cette création pose. Ces deux documents ont été présentés à la première Réunion des autorités monétaires africaines, que le secrétariat a convoqué à Tokyo, profitant de la présence dans cette ville des délégations africaines à la session annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Cette réunion s'est tenue du 12 au 15 septembre 1964, en application de la résolution 95(VI) de la Commission.

25. L'intervalle séparant la sixième session de la Commission et la Réunion des autorités monétaires africaines, ayant été trop court, le secrétariat n'a pas pu terminer toutes les études demandées par la Commission dans sa résolution 95(VI) et il n'a pas pu notamment soumettre à la Réunion une étude sur la situation et les problèmes en matière de change dans les divers Etats membres. Cependant, au cours de la Réunion et à la demande des délégations présentes, un membre du secrétariat a fait un rapport oral et détaillé sur la coopération en matière monétaire en Afrique, sur les travaux que la Commission avait effectués dans ce domaine et sur ceux qu'elle envisageait d'entreprendre.

26. Les participants à la Réunion ont jugé ne pas être en mesure d'examiner en détail le document du secrétariat relatif à la création d'une union africaine de paiements, faute de temps, pour procéder aux travaux préparatoires nécessaires et aux consultations préliminaires au niveau des gouvernements. Cependant, le rapport oral du secrétariat a fait l'objet d'un débat général et bien que la réunion n'ait adopté formellement aucune résolution, il semble que les participants aient tous estimé que le secrétariat devrait poursuivre son étude de la question.